



FERC-Sup CGT, Université de Toulouse 2 le Mirail

Communiqué du 1^e juin 2009

Gestion de crise suicidaire

Nous assistons en ce moment à la pire gestion de crise qu'ait eu à connaître notre université. Au lieu de prendre en compte le mouvement en cours et ses revendications, malgré quatre mois de contestation, d'action et de grève menées avec détermination, l'équipe de direction préfère nier l'ensemble et tourner le dos pour continuer à avancer... droit dans le mur.

Depuis plusieurs semaines et tout particulièrement ces derniers jours, les organisations qui soutiennent la présidence campent sur des positions et propositions qui ne peuvent aboutir qu'au durcissement du mouvement. Sourdes aux attentes des étudiants et des personnels en lutte, ces organisations et leurs représentants au sein des instances de direction restent crispés sur des principes qui empêchent toute avancée et toute négociation : levée des piquets de grève, stigmatisation des étudiants et personnels engagés dans le mouvement, arrêt du mouvement et reprise des activités d'enseignement pour accréditer l'idée que la responsabilité d'une année délibérément sacrifiée par le ministère et le gouvernement porterait au contraire sur les seules épaules de ceux qui entendent justement lutter contre la mise à sac du service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche et la remise en cause en profondeur de la Fonction Publique.

Dans cette logique, le communiqué du président publié le 27 mai dernier annonce la décision du report de la première session des examens au mois de septembre à la condition expresse que les activités de l'université reprennent au mois de juin. Comme s'il fallait punir tous les étudiants. Ceux qui font grève et bloquent. Mais aussi tous ceux qui ne se sont pas mobilisés suffisamment pour aider la présidence à reprendre l'université en main. On voudrait enfermer le mouvement dans une escalade vers un affrontement final qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Dès le lendemain, la FERC-Sup CGT de l'UTM s'est pleinement associée à l'appel de l'assemblée générale des personnels et des étudiants affirmant que tout était encore possible et qu'une solution pouvait toujours être trouvée pour qu'une évaluation puisse avoir lieu avant l'été. Cette motion, adoptée à la quasi-unanimité, a été portée à la présidence par une délégation qui n'a pu que constater l'entêtement de la direction qui cherche une fois de plus à passer en force. À la négociation et au dialogue, le vice-président du Conseil d'Administration a préféré le refus et l'affrontement verbal. Au lieu de saisir toutes les occasions possibles pour sauver l'année universitaire et éviter de mettre l'institution dans une situation ingérable, la direction a donc délibérément choisi une nouvelle fois de ne pas entendre ceux qui ne sont pas de son avis.

Dans le même temps, des rumeurs persistantes de recours aux forces de police avant le mardi 2 juin ont circulé dans tous les services et composantes de notre université.

En refusant d'accepter la motion de l'AG du 28 mai, la direction accrédite l'idée que son action n'avait finalement pour but que la reprise de l'activité au Mirail et non, comme elle le prétend, l'intérêt des étudiants. Dans le seul but de pouvoir dire à la ministre que l'Université Toulouse 2-Le Mirail était enfin rentrée dans le rang. La FERC-Sup CGT déplore cette attitude du président et de son équipe de direction. Elle regrette l'aveuglement, le manque de discernement et la mauvaise volonté manifeste dont fait preuve l'équipe présidentielle jour après jour. Alors que sa communication externe tente de faire croire qu'elle est ouverte et prête au dialogue, la direction de notre université ne pratique en interne que le déni, le mépris, le chantage et la menace. La discussion de l'ARTT pour les personnels, la gestion de ce mouvement en apportent chaque jour un peu plus la preuve. Force est de constater à nouveau qu'aucune discussion ou négociation n'est possible avec cette équipe présidentielle qui se cramponne désespérément à des solutions mortifères et suicidaires, donnant aux détracteurs du service public tous les arguments pour en contester la légitimité.

Pour autant, la FERC-Sup CGT de l'UTM ne s'associe pas à la demande d'un médiateur au recteur d'académie comme le fait la FSU. L'objectif de notre syndicat n'est pas de remplacer un président par un autre qui mène la même politique. L'alternance était prévue et organisée de longue date et des membres de ce syndicat restent largement impliqués dans la gestion et la direction de notre université. Ce n'est pas d'un jeu de chaises musicales dont a besoin notre université mais d'une nouvelle politique où la démocratie et la collégialité seront rétablies.

La FERC-Sup CGT de l'UTM appelle tous les personnels et les étudiants à rester vigilants pour éviter toute manœuvre qui tendrait à les détourner de leur combat contre la loi LRU. Ce mouvement n'est pas pour ou contre les examens. Il n'est pas plus, pour ou contre la reprise de l'activité, pour ou contre la levée des piquets de grève. Ce mouvement condamne la politique dictée par le processus de Bologne et la stratégie de Lisbonne, la marchandisation de la connaissance et de la diffusion du savoir, la mise en concurrence des universités les unes avec les autres, l'assujettissement du service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche aux seuls intérêts du capital industriel et financier. C'est une autre politique que notre mouvement réclame.

La FERC-Sup CGT de l'UTM appelle donc tous les personnels et les étudiants à rester mobilisés contre la LRU et les réformes locales entreprises par la direction, notamment la remise en cause de l'accord ARTT 2002 pour les personnels BIATOS, en participant massivement à l'assemblée générale du mardi 2 juin afin de faire entendre au président et à son équipe qu'ils doivent enfin se décider à prendre en compte les revendications du personnel et des étudiants dans le cadre des implications locales de cette lutte.